FP

ROYAUME DE BELGIQUE

– – – – – – – – – –

AVIS 43.947/4
DU 9 JANVIER 2008

DE LA SECTION DE LÉGISLATION
DU CONSEIL D'ÉTAT

– – – – – – – – – – – –

Le CONSEIL D'ÉTAT, section de législation, quatrième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur, le 17 décembre 2007, d'une demande d'avis, dans un délai de trente jours, sur un avant-projet de loi "relatif à l'assistance au transit dans le cadre des mesures d'éloignement par voie aérienne", a donné l'avis suivant :

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1er, alinéa 1er, 1/, des lois coordonnées sur le Conseil d'État, tel qu'il est remplacé par la loi du 2 avril 2003, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, l'avant-projet appelle les observations ci-après.

Observations générales

1. Comme le précise son article 2, § 1er, le présent avant-projet de loi vise à transposer la directive 2003/110/CE du Conseil du 25 novembre 2003 concernant l'assistance au transit dans le cadre de mesures d'éloignement par voie aérienne (ci après la "directive 2003/110/CE"), dont la transposition devait être assurée pour le 6 décembre 2005 (article 10, paragraphe 1, de la directive 2003/110/CE).

La plupart des dispositions de l'avant-projet de loi ont fait l'objet de l'avant-projet de loi "modifiant la loi sur la fonction de police" et du projet d'arrêté royal "relatif aux modalités d'exécution de l'assistance au transit dans le cadre des mesures d'éloignement par voie aérienne", sur lesquels la section de législation du Conseil d'État a donné les avis 42.825/2 et 42.826/4.

Dans son avis 42.825/2, donné le 7 mai 2007, sur l'avant-projet de loi "modifiant la loi sur la fonction de police", la section de législation du Conseil d'État avait constaté :

> "[...], la transposition de la directive 2003/110/CE implique des choix politiques qui relèvent du pouvoir législatif et non du pouvoir exécutif.
>
> Lorsqu'une directive laisse aux États membres le choix des moyens, le législateur ne peut en effet habiliter le Roi à élaborer une réglementation qu'à la seule condition d'avoir lui-même établi les principes essentiels de cette réglementation (1) de manière à encadrer une telle habilitation.

(1) Voir P. Gilliaux, Les directives européennes et le droit belge, Bruylant, Bruxelles, 1997, p. 46.

En conséquence, l'avant-projet de loi à l'examen doit être fondamentalement revu afin d'établir les principes essentiels de la réglementation qui transpose la directive 2003/110/CE, en ce compris la détermination des mesures d'assistance dont l'exécution est confiée à la police fédérale."

À la suite de cet avis, l'auteur de l'avant-projet a remanié le texte et intégré toutes les dispositions du projet d'arrêté royal dans l'avant-projet présentement examiné.

2. La directive 2003/110/CE impose des obligations à l'"État requérant", c'est-à-dire l'État membre qui exécute une décision d'éloignement prononcée contre le ressortissant d'un pays tiers et demande le transit par l'aéroport d'un autre État membre (article 2, littéra b), de la directive 2003/110/CE), d'une part, et à l'"État requis" ou l'"État membre de transit", c'est-à-dire l'État membre dans l'aéroport duquel doit avoir lieu le transit (article 2, littéra c), de la directive 2003/110/CE), d'autre part.

L'avant-projet de loi ne constitue cependant qu'une transposition partielle de la directive 2003/110/CE car il a principalement trait à "l'assistance au transit dans le cadre des mesures d'éloignement par voie aérienne" (intitulé du titre II) accordée par l'État belge en sa qualité d'"État requis" ou d'"État membre de transit".

À l'exception des articles 5, § 2 (partim) et 11, § 2, de l'avant-projet de loi, aucune autre disposition de l'avant-projet de loi n'énonce les règles relatives aux demandes de transit aux fins de l'éloignement par voie aérienne émanant de l'État belge. Or, l'État belge est également soumis aux dispositions de la directive 2003/110/CE lorsqu'il agit lui-même en qualité d'"État requérant".

Par conséquent, l'avant-projet de loi doit être complété afin d'assurer la transposition nécessaire en droit interne des différentes dispositions de la directive 2003/110/CE qui concernent la Belgique en sa qualité d'État membre requérant.

3. Au moment où la section de législation du Conseil d'État était saisie, le dossier ne contenait pas d'exposé des motifs ni de commentaire des articles accompagnant l'avant-projet de loi. À la demande de l'auditeur rapporteur, l'exposé des motifs, le commentaire des articles et un "tableau de concordance" ont été transmis par le fonctionnaire délégué le 27 décembre 2007 [(2)].

L'exposé des motifs devrait être complété par la présentation d'un tableau de correspondance entre le texte de l'avant-projet de loi et celui de la directive 2003/110/CE, ainsi que d'un tableau de correspondance en sens inverse, afin que les Chambres législatives puissent se prononcer en connaissance de cause sur le choix des moyens mis en oeuvre par l'auteur de l'avant-projet pour assurer la transposition de la directive 2003/110/CE, et éviter que l'exercice du droit d'amendement inscrit dans l'article 76 de la Constitution ne dépasse les limites du pouvoir d'appréciation laissé aux États membres par le droit européen.

Ces tableaux de correspondance permettraient par ailleurs de vérifier aisément si la transposition des différents articles de la directive 2003/110/CE est complètement ou seulement partiellement assurée et d'être informé des dispositions qui tendent à assurer cette transposition, qu'il s'agisse de dispositions déjà existantes dans l'arsenal juridique belge [(3)], des dispositions de l'avant-projet de loi examiné, de dispositions encore à prendre ou de dispositions actuellement en vigueur dans l'ordre juridique belge et destinées à être remplacées ou abrogées par l'avant-projet de loi à l'examen.

---

(2) Ce "tableau de concordance", établi uniquement en version néerlandaise, comprend une seule colonne qui identifie la disposition de la directive 2003/110/CE à laquelle correspond l'article de l'avant-projet de loi.

(3) Ainsi en va-t-il, par exemple, des dispositions de droit interne relatives au recours à la légitime défense (article 7, paragraphe 1, alinéa 2 de la directive 2003/110/CE), des dispositions de droit interne qui permettent aux membres de la police fédérale de recourir à des moyens légitimes pour empêcher des actes de résistance (ou de rébellion) (article 5, paragraphe 3, b), de la directive 2003/110/CE); ainsi en va-t-il encore des conventions internationales relatives à l'extradition des personnes auxquelles la Belgique est liée et qui l'empêcheraient de demander le transit ou de donner suite à une demande de transit sans se trouver expressément dans les situations décrites à l'article 2, § 2, de l'avant-projet.

Il eût été souhaitable de communiquer ces tableaux à la section de législation du Conseil d'État en vue de l'examen de l'avant-projet de loi auquel elle a procédé pour l'établissement du présent avis. À défaut, il n'est pas certain qu'un examen exhaustif des questions relatives à l'exacte transposition de la directive 2003/110/CE ait pu être mené.

Observations particulières

Dispositif

Article 4

Selon la première phrase de l'alinéa 1er de l'article 4, la décision sur la demande de transit adressée par un autre État membre requérant est prise par l'Office des étrangers. Comme l'a observé la section de législation, à diverses reprises, il n'est pas indiqué d'habiliter l'administration en tant que telle à prendre une décision individuelle mais bien d'identifier au sein de cette administration la ou les personnes autorisées à décider.

En outre, afin d'assurer une uniformité avec les dispositions de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, il s'indique de substituer aux mots "L'Office des étrangers" les mots "Le Ministre ou son délégué" (4).

Cette observation vaut pour la suite de l'avant-projet de loi.

2. Selon la deuxième phrase de l'alinéa 1er de l'article 4, la police fédérale ne serait pas informée de la décision de l'Office des étrangers qui refuse une demande de transit.

---

(4) Dans cette hypothèse, il conviendra d'adapter l'arrêté ministériel du 17 mai 1995 portant délégation des pouvoirs du Ministre en matière d'accès au territoire, de séjour, d'établissement et d'éloignement des étrangers.

La section de législation n'aperçoit pas les raisons pour lesquelles une telle décision ne serait pas communiquée et ce d'autant plus que toute demande de transit est nécessairement communiquée à la police fédérale pour examen conformément à l'article 5, § 1er, 2/, de l'avant-projet de loi.

Article 5

En vertu de l'article 3, paragraphe 3, de la directive 2003/110/CE, l'État requis peut refuser le transit par voie aérienne pour une des raisons y mentionnées.

Il y a lieu de constater que, tel qu'il est rédigé, l'article 5 de l'avant-projet de loi s'écarte sur plusieurs points de l'article 3 de la directive 2003/110/CE. Rien ne s'y oppose, du moment qu'il peut être établi qu'aucune des dispositions envisagées n'est plus sévère que ce que prévoit la directive 2003/110/CE.

Ainsi, contrairement à ce que dispose l'article 5, § 1er, 5/, de l'avant-projet de loi, l'État belge peut, en vertu de l'article 3, paragraphe 3, point e), de cette directive, non seulement refuser le transit par voie aérienne lorsque le ressortissant d'un pays tiers constituera une menace pour l'ordre public ou les relations internationales de l'État belge mais également lorsqu'il constituera une menace pour la sécurité publique ou la santé publique.

Par contre, l'article 5, § 1er, 2/, de l'avant-projet de loi est plus sévère que ce que prévoit l'article 3, paragraphe 3, point a), de cette directive, dans la mesure où l'Office des étrangers peut refuser le transit par voie aérienne lorsque la police l'a informé que la personne concernée par la mesure d'éloignement est recherchée en exécution d'un jugement (en néerlandais : vonnis). La version néerlandaise de l'article 3, paragraphe 3, point a) de la directive utilise le terme "vonnis", la version française le terme "peine". Par conséquent le terme "jugement" dans la version française du projet devrait être remplacé par le terme "peine".

Article 12

L'article 12 de l'avant-projet de loi qui impose de manière unilatérale des obligations à charge des autres États membres requérants sans régler d'aucune façon les obligations qui s'imposent à la Belgique elle-même en matière de demande de réadmission formulée par d'autres États membres requis constitue l'exemple type de la confusion opérée par les auteurs de l'avant-projet de loi entre les notions d'"État requérant" et d'"État requis" au sens de la directive 2003/110/CE. Il est renvoyé sur ce point à l'observation générale 2.

Concernant l'article 12 de l'avant-projet de loi, il va de soi que c'est aux autres États membres requérants, qu'il incombe conformément à l'article 6, paragraphe 1, de la directive 2003/110/CE, de s'engager à réadmettre immédiatement leurs ressortissants des pays tiers. Une disposition de droit interne ne peut formuler unilatéralement une telle obligation à charge de ces États. Par contre, l'article 12 doit être revu pour transposer en droit interne l'obligation que doit contracter la Belgique en sa qualité d'État requérant de réadmettre, dans les conditions prévues à l'article 6, paragraphe 1, de la directive 2003/110/CE, les ressortissants des pays tiers pour lesquelles elle avait elle-même formulé une demande de transit.

Article 13

L'article 7, paragraphe 1er, alinéa 1er, deuxième phrase, de la directive 2003/110/CE prévoit que les membres de l'escorte peuvent, en l'absence de forces de l'ordre de l'État membre de transit ou dans le but de leur porter assistance, répondre à un risque imminent et grave par une intervention raisonnable et proportionnée, afin d'empêcher le ressortissant d'un pays tiers de fuir, d'infliger des blessures à lui-même ou à un tiers, ou de causer des dommages matériels.

Cette disposition n'est pas transposée.

Article 14

L'article 14 de l'avant-projet de loi ne transpose pas correctement et complètement l'article 5, paragraphe 6, de la directive 2003/110/CE.

L'article 5, paragraphe 6, de la directive 2003/110/CE met les frais encourus lors de l'assistance au transit dans le cadre de mesures d'éloignement par voie aérienne à la charge de l'État requérant en établissant notamment une distinction entre les frais résultant des soins médicaux d'urgence et du ravitaillement et les autres frais.

Il convient donc d'abord d'énoncer les règles relatives à ces frais avant de fixer les modalités de remboursement.

Annexe

L'annexe à l'avant-projet de loi (document transmis par le fonctionnaire délégué le 21 décembre 2007) contient le formulaire de demande et d'autorisation de transit par voie aérienne qui figure à l'annexe de la directive 2003/110/CE. S'agissant d'un document uniforme, il faut maintenir les références à la directive.

Il convient, en outre, de corriger cette annexe car elle fait référence à l'arrêté royal "relatif aux modalités d'exécution de l'assistance au transit dans le cadre des mesures d'éloignement" et est revêtue des mentions spécifiques à une annexe à un arrêté.

Observation finale de légistique

Vu le nombre restreint de dispositions dans l'avant-projet de loi, une division en titres ne se justifie pas.

La chambre était composée de

Messieurs	Ph. HANSE,	président de chambre,
	P. LIÉNARDY,	conseillers d'État,
	J. JAUMOTTE,	
Madame	C. GIGOT,	greffier.

Le rapport a été présenté par M. R. WIMMER, auditeur.

LE GREFFIER, LE PRÉSIDENT,

C. GIGOT Ph. HANSE

FP

KONINKRIJK BELGIË

ADVIES 43.947/4
VAN 9 JANUARI 2008

VAN DE AFDELING WETGEVING
VAN DE RAAD VAN STATE

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, vierde kamer, op 17 december 2007 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken verzocht hem, binnen een termijn van dertig dagen, van advies te dienen over een voorontwerp van wet "betreffende de ondersteuning bij doorgeleiding in het raam van de maatregelen tot verwijdering door de lucht", heeft het volgende advies gegeven :

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 1/, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, zoals het is vervangen bij de wet van 2 april 2003, beperkt de afdeling wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat deze drie punten betreft, geeft het voorontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Algemene opmerkingen

1. Zoals in artikel 2, § 1, wordt aangegeven, strekt het voorliggende voorontwerp van wet tot de omzetting van richtlijn 2003/110/EG van de Raad van 25 november 2003 betreffende de ondersteuning bij doorgeleiding in het kader van maatregelen tot verwijdering door de lucht (hierna te noemen "richtlijn 2003/110/EG"), waarvan de omzetting tot stand moest worden gebracht vóór 6 december 2005 (artikel 10, lid 1, van richtlijn 2003/110/EG).

De meeste bepalingen van het voorontwerp van wet maakten deel uit van het voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet op het politieambt" en van het ontwerp van koninklijk besluit "betreffende de uitvoeringsmodaliteiten van de ondersteuning bij doorgeleiding in het raam van de maatregelen tot verwijdering door de lucht", waarover de afdeling wetgeving van de Raad van State de adviezen 42.825/2 en 42.826/4 heeft uitgebracht.

In haar advies 42.825/2, uitgebracht op 7 mei 2007, over het voorontwerp van wet "tot wijziging van de wet op het politieambt", heeft de afdeling wetgeving van de Raad van State het volgende opgemerkt :

> "Met de omzetting van richtlijn 2003/110/EG zijn evenwel beleidskeuzes gemoeid die tot de bevoegdheid van de wetgever behoren en niet tot de bevoegdheid van de uitvoerende macht.
>
> Wanneer een richtlijn de keuze van de middelen aan de lidstaten overlaat, kan de wetgever de Koning immers niet het recht toekennen om een regeling uit

te werken indien hij niet zelf de grondbeginselen van een zodanige regeling heeft vastgelegd [1], waarbij die machtiging meer wordt afgebakend.

Het voorliggende voorontwerp van wet moet bijgevolg grondig worden herzien zodat de grondbeginselen worden vastgelegd van de regeling waarbij richtlijn 2003/110/EG wordt omgezet. Daarbij hoort ook het vaststellen van de ondersteunende maatregelen waarvan de uitvoering toevertrouwd wordt aan de federale politie."

Naar aanleiding van dat advies heeft de steller van het voorontwerp de tekst herwerkt en heeft hij alle bepalingen van het ontwerp van koninklijk besluit opgenomen in het voorontwerp dat thans wordt onderzocht.

2. Bij richtlijn 2003/110/EG worden verplichtingen opgelegd aan de "verzoekende lidstaat", dat wil zeggen de lidstaat die een verwijderingsbesluit ten aanzien van een onderdaan van een derde land ten uitvoer legt en om doorgeleiding via een transitluchthaven van een andere lidstaat verzoekt (artikel 2, b), van richtlijn 2003/110/EG) en aan de "aangezochte lidstaat" of de "lidstaat van doorreis", dat wil zeggen de lidstaat op het grondgebied waarvan de transitluchthaven van doorgeleiding gelegen is (artikel 2, c), van richtlijn 2003/110/EG).

Het voorontwerp van wet vormt evenwel slechts een gedeeltelijke omzetting van richtlijn 2003/110/EG, aangezien het vooral betrekking heeft op "de ondersteuning bij doorgeleiding in het raam van maatregelen tot verwijdering door de lucht" (opschrift van titel II) die door de Belgische Staat wordt geboden in zijn hoedanigheid van "aangezochte lidstaat" of "lidstaat van doorreis".

Met uitzondering van de artikelen 5, § 2 (ten dele) en 11, § 2, van het voorontwerp van wet, bevat geen enkele bepaling van het voorontwerp van wet regels betreffende verzoeken om doorgeleiding met het oog op verwijdering door de lucht die van de Belgische Staat uitgaan. De Belgische Staat is evenwel eveneens onderworpen aan de bepalingen van richtlijn 2003/110/EG wanneer hijzelf als "verzoekende lidstaat" optreedt.

---

[1] Zie P. GILLIAUX, Les directives européennes et le droit belge, Bruylant, Brussel, 1997, blz. 46.

Bijgevolg moet het voorontwerp van wet aldus aangevuld worden dat het zorgt voor de noodzakelijke omzetting in intern recht van de onderscheiden bepalingen van richtlijn 2003/110/EG die betrekking hebben op België in zijn hoedanigheid van verzoekende lidstaat.

3. Toen de adviesaanvraag bij de afdeling wetgeving aanhangig is gemaakt, bevatte het dossier geen memorie van toelichting noch een artikelsgewijze bespreking van het voorontwerp van wet. Op verzoek van de auditeur-rapporteur heeft de gemachtigde ambtenaar op 27 december 2007 de memorie van toelichting, de artikelsgewijze bespreking en een overeenstemmingstabel overgezonden [(2)].

De memorie van toelichting zou moeten worden aangevuld door de opname van een tabel met de overeenstemming tussen de tekst van het voorontwerp van wet en die van richtlijn 2003/110/EG, alsook met een tabel met de overeenstemming in omgekeerde zin, opdat de wetgevende kamers zich met kennis van zaken kunnen uitspreken over de keuze van de middelen die de steller van het voorontwerp aanwendt om te zorgen voor de omzetting van richtlijn 2003/110/EG, en te voorkomen dat de uitoefening van het recht van amendering, dat is vervat in artikel 76 van de Grondwet, de grenzen overschrijdt van de beoordelingsbevoegdheid die het Europees recht aan de lidstaten laat.

Deze overeenstemmingstabellen zouden het bovendien mogelijk maken gemakkelijk na te gaan of de verschillende artikelen van richtlijn 2003/110/EG volledig dan wel slechts gedeeltelijk omgezet zijn en te weten welke bepalingen ertoe strekken

---

(2) Deze "overeenstemmingstabel", die alleen in het Nederlands is opgemaakt, bevat slechts een kolom waarin aangegeven wordt met welke bepaling van richtlijn 2003/110/EG een gegeven artikel van het voorontwerp overeenstemt.

voor deze omzetting te zorgen, ongeacht of het gaat om reeds bestaande bepalingen in het Belgische rechtsbestel [(3)], om de bepalingen van het onderzochte voorontwerp van wet, om bepalingen die nog moeten worden uitgevaardigd of om bepalingen die thans van kracht zijn in de Belgische rechtsorde en die bij het onderzochte voorontwerp van wet moeten worden vervangen of opgeheven.

Het zou wenselijk geweest zijn dat deze tabellen aan de afdeling wetgeving van de Raad van State waren medegedeeld met het oog op het onderzoek van het voorontwerp van wet dat ze heeft uitgevoerd voor het opstellen van dit advies. Doordat dit niet geschied is, is het niet zeker dat er een exhaustief onderzoek is kunnen worden gewijd aan de kwesties die de juiste omzetting van de richtlijn 2003/110/EG betreffen.

Bijzondere opmerkingen

Dispositief

Artikel 4

Volgens de eerste zin van artikel 4, eerste lid, wordt de beslissing over het verzoek om doorgeleiding uitgaande van een andere verzoekende lidstaat genomen door de Dienst Vreemdelingenzaken. Zoals de afdeling wetgeving reeds herhaaldelijk heeft opgemerkt, is het niet raadzaam om aan het bestuur op zich de bevoegdheid op te dragen een persoonsgerichte beslissing te nemen, doch is het aan te bevelen om binnen het bestuur de persoon of de personen aan te wijzen die gerechtigd zijn om te beslissen.

---

(3) Zulks is bijvoorbeeld het geval met de bepalingen van intern recht betreffende de aanwending van wettige zelfverdediging (artikel 7, lid 1, tweede alinea, van richtlijn 2003/110/EG), met de bepalingen van intern recht op basis waarvan de leden van de federale politie wettige middelen mogen aanwenden om weerspannigheid (of rebellie) te verhinderen (artikel 5, lid 3, b), van richtlijn 2003/110/EG); zulks is eveneens het geval met de internationale overeenkomsten betreffende de uitlevering van personen waardoor België gebonden is en waardoor het onmogelijk zou zijn om doorgeleiding aan te vragen of gevolg te geven aan een verzoek om doorgeleiding zonder kennelijk terecht te komen in situaties als beschreven in artikel 2, § 2, van het voorontwerp.

Teneinde te zorgen voor eenvormigheid met de bepalingen van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, is het voorts raadzaam de woorden "De Dienst Vreemdelingenzaken" te vervangen door de woorden "De Minister of zijn gemachtigde" [(4)].

Deze opmerking geldt voor de rest van het voorontwerp van wet.

2. Volgens de tweede zin van artikel 4, eerste lid, zou de federale politie niet op de hoogte worden gebracht van de beslissing waarbij de Dienst Vreemdelingenzaken een verzoek om doorgeleiding weigert.

De afdeling wetgeving ziet niet in waarom een beslissing in die zin niet zou worden meegedeeld, temeer daar elk verzoek om doorgeleiding noodzakelijkerwijze aan de federale politie wordt voorgelegd om onderzocht te worden overeenkomstig artikel 5, § 1, 2/, van het voorontwerp van wet.

Artikel 5

Krachtens artikel 3, lid 3, van richtlijn 2003/110/EG kan de aangezochte lidstaat de doorgeleiding door de lucht weigeren om een van de daarin vermelde redenen.

Op te merken valt dat artikel 5 van het voorontwerp van wet, zoals het gesteld is, op verscheidene punten afwijkt van artikel 3 van richtlijn 2003/110/EG. Niets staat daaraan in de weg zolang aangetoond kan worden dat geen enkele van de voorgenomen bepalingen strenger is dan hetgeen in richtlijn 2003/110/EG wordt bepaald.

---

(4) In dat geval zou het ministerieel besluit van 17 mei 1995 houdende delegatie van bevoegdheid van de Minister, inzake de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen moeten worden aangepast.

Zo kan de Belgische Staat, in tegenstelling tot hetgeen in artikel 5, § 1, 5/, van het voorontwerp van wet wordt bepaald, krachtens artikel 3, lid 3, e), van die richtlijn, de doorgeleiding door de lucht niet alleen weigeren wanneer de onderdaan van een derde Staat gevaar oplevert voor de openbare orde of de internationale betrekkingen van de Belgische Staat, maar ook wanneer de persoon in kwestie gevaar oplevert voor de openbare veiligheid of de volksgezondheid.

Artikel 5, § 1, 2/, van het voorontwerp van wet is daarentegen strenger dan hetgeen in artikel 3, lid 3, a), van die richtlijn wordt bepaald, doordat de Dienst Vreemdelingenzaken de doorgeleiding door de lucht kan weigeren wanneer de politie hem geïnformeerd heeft dat de persoon tegen wie de verwijderingsmaatregel is uitgesproken wordt gezocht ter uitvoering van een vonnis (Frans : jugement). In de Nederlandse lezing van artikel 3, lid 3, a) is sprake van "vonnis", in de Franse lezing van "peine". In de Franse versie van het ontwerp zou het woord "jugement" dus vervangen moeten worden door het woord "peine".

Artikel 12

Artikel 12 van het voorontwerp van wet, dat eenzijdig verplichtingen oplegt aan de andere verzoekende lidstaten zonder op enige manier de verplichtingen te regelen die België zelf moet nakomen bij verzoeken om terugname gedaan door andere aangezochte lidstaten, is een schoolvoorbeeld van de verwarring die bij de stellers van het voorontwerp van wet bestaat tussen de begrippen "verzoekende Staat" en "aangezochte Staat" in de zin van richtlijn 2003/110/EG. In dat verband wordt verwezen naar algemene opmerking 2.

Wat artikel 12 van het voorontwerp van wet betreft, is het uiteraard aan de andere verzoekende lidstaten om zich overeenkomstig artikel 6, lid 1, van richtlijn 2003/110/EG te verplichten tot onmiddellijke terugname van hun onderdanen van een derde land. Zulk een verplichting voor die Staten kan niet eenzijdig bij een bepaling van intern recht worden opgelegd. Artikel 12 moet daarentegen worden herzien om in het interne recht de verplichting om te zetten die België als verzoekende Staat op zich moet nemen voor de terugname, in de omstandigheden aangegeven in artikel 6, lid 1, van

richtlijn 2003/110/EG, van de onderdanen van derde landen voor wie België zelf een verzoek om doorgeleiding had gedaan.

Artikel 13

Artikel 7, lid 1, eerste alinea, tweede zin, van richtlijn 2003/110/EG bepaalt dat de begeleiders, bij ontbreken van wetshandhavers van de lidstaat van doorreis of met het oog op steun aan de wetshandhavers, in reactie op een onmiddellijke en ernstige dreiging op redelijke en evenredige wijze optreden om te voorkomen dat de onderdaan van het derde land ontsnapt, zichzelf of derden verwondt of goederen beschadigt.

Die bepaling wordt niet omgezet.

Artikel 14

Artikel 5, lid 6, van richtlijn 2003/110/EG wordt bij artikel 14 van het voorontwerp van wet niet correct en volledig omgezet.

Artikel 5, lid 6, van richtlijn 2003/110/EG brengt de kosten die ontstaan tijdens de ondersteuning bij doorgeleiding in het kader van maatregelen tot verwijdering door de lucht ten laste van de verzoekende Staat door inzonderheid een onderscheid te maken tussen de kosten die voortvloeien uit de medische hulp in noodgevallen en voeding en de andere kosten.

De regels betreffende die kosten moeten dus eerst worden gegeven, voordat de voorschriften voor de terugbetaling worden bepaald.

Bijlage

De bijlage bij het voorontwerp van wet (een stuk dat door de gemachtigde ambtenaar is overgezonden op 21 december 2007) bevat het formulier voor het verzoek tot en het toestaan van doorgeleiding door de lucht dat als bijlage bij

richtlijn 2003/110/EG is gevoegd. Aangezien het om een eenvormig document gaat, moeten de verwijzingen naar de richtlijn gehandhaafd worden.

Bovendien moet die bijlage worden verbeterd, want in die bijlage wordt verwezen naar het koninklijk besluit "betreffende de uitvoeringsmodaliteiten van de ondersteuning bij doorgeleiding in het raam van de maatregelen tot verwijdering" en staan de specifieke verwijzingen naar een bijlage bij een besluit.

Slotopmerking van wetgevingstechnische aard

Gelet op het beperkte aantal bepalingen in het voorontwerp van wet is er geen reden om het voorontwerp in te delen in titels.

De kamer was samengesteld uit

de Heren	Ph.	HANSE,	kamervoorzitter,
	P.	LIÉNARDY,	staatsraden,
	J.	JAUMOTTE,	
Mevrouw	C.	GIGOT,	griffier.

Het verslag werd uitgebracht door de H. R. WIMMER, auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. P. LIÉNARDY.

DE GRIFFIER, DE VOORZITTER,

C. GIGOT Ph. HANSE